



**Commune de Barberaz**  
Savoie

## **ARRETE MUNICIPAL N° A 2106058** **Portant réglementation sur la modification** **de la circulation pour la réalisation de travaux**

**Le Maire de la commune de Barberaz,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2211-1, L2213-1 et L2213-2,

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

**VU** l'arrêté interministériel du 11 février 2008 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié et complété,

**VU** l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation temporaire des routes rendue nécessaire par la présence du chantier ou par la réglementation de la circulation.

**VU** le code de la voirie routière

**VU** le code de la route ;

**CONSIDERANT** la demande présentée en date du 26/05/2021 par l'entreprise **IRTO** domiciliée 160 rue de Pontvis ARBIN (73800) pour le maître d'ouvrage : **ORANGE ALPES UI**.

**CONSIDERANT** la nécessité **d'ouvrir des chambres TELECOM souterraines pour l'installation de la fibre optique** :

**CONSIDERANT** la nécessité de stationner des véhicules de chantier :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup>** :

La circulation, **Route de la Vilette**, sera règlementée du **14/06/2021** au **18/06/2021** de **9h à 17h**, dans les conditions ci-après :

- 1.1 La circulation de tous les véhicules, y compris ceux du chantier,
  - se fera sur chaussée réduite, largeur minimum maintenue de 3m ;
  - en alternat manuel, avec panneau K10 ; Les agents affectés au pilotage de la circulation devront être suffisamment qualifiés pour régler la circulation ;
- 1.2 La longueur de l'alternat ne devra pas excéder 50 mètres
- 1.3 Le stationnement des véhicules des particuliers sera interdit
- 1.4 Les travaux engagés ne doivent pas entraver la libre circulation des transports en commun.

#### **Article 2 : Implantation, ouverture de chantier et récolement**

- 2.1. Les conditions normales de circulation seront rétablies à la diligence de l'entreprise, sous le contrôle des services techniques municipaux.
- 2.2. L'accès des riverains sera facilité à la diligence de l'entreprise.
- 2.3. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

#### **Article 3 : Prescriptions techniques particulières**

- Découpe du revêtement de surface à la scie circulaire
- Remblaiement en matériaux concassés non gélifs de bonne qualité compactés conformément aux préconisations du guide technique « remblayage de tranchées » du SETRA et couche de réglage en 0/31.5 ou 0/20
- Réfection provisoire en enrobé à froid épaisseur de 5 cm
- Réfection définitive qui devra intervenir 90 jours après la réfection provisoire
  - Sur chaussée elle sera de 6 cm en enrobé à chaud 0/10 (En cas de constitution de voirie lourde avec grave bitume, cette dernière sera reconstituée à l'identique)

- Sur trottoir elle sera de 4cm en enrobé à 0/10
- Fermeture des joints à l'émulsion
- L'entreprise a en charge le maintien en état de la zone de chantier entre la réfection provisoire et la réfection définitive
- Dans le cas où la fouille se trouve à moins de 0.50m de la bordure de chaussée ou de la limite du domaine public, la reprise des enrobés sera impérativement réalisée jusqu'à la bordure ou la limite du domaine public.
- Le pétitionnaire est tenu de remettre en Mairie un plan de récolement dans une échelle appropriée, dès l'achèvement des travaux.
- Pour toutes interventions sur chaussées ou trottoirs nécessitant une ouverture, le pétitionnaire se conformera à la réglementation en vigueur pour la recherche d'amiante et de HAP. Ces recherches resteront à la charge du pétitionnaire. Le rapport de recherche amiante sera transmis à la commune. Un plan de situation précisant les coordonnées GPS du carottage sera joint à ce rapport.

#### **Article 4 : Responsabilité**

L'entreprise **IRTO** sera tenue d'assurer la fourniture, la mise en place, l'entretien et la dépose de cette signalisation.

Elle conservera, pendant toute la durée des travaux et jusqu'à l'enlèvement de cette signalisation, la responsabilité de la sécurité tant des usagers que du chantier lui-même. Sa responsabilité sera substituée à celle de la Commune de Barberaz si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 : Sécurité et signalisation**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire)

#### **Article 6 : Publication et affichage**

Copie de cet arrêté sera affichée à chaque extrémité du chantier.

La Directrice Générale des Services, le Responsable des Services techniques, de BARBERAZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation sera adressée à :

- \* Le Responsable de la Salle d'information et de commandement de la DDSP
- \* Le Responsable de l'entreprise IRTO.

A Barberaz, le 10 juin 2021

**Le Maire**  
**Arthur BOIX-NEVEU**

L'adjoint par délégation,  
Gilles MUGNIERY

